

IPI

INTERNATIONAL
PEACE
INSTITUTE

Sécurité et développement au Sahel-Sahara

DÉCEMBRE 2013



Les 15 et 16 février 2013, l'International Peace Institute (IPI, Institut international pour la paix), le Secrétariat exécutif de la Stratégie de développement et de sécurité dans les zones sahélo-sahariennes du Niger (SDS Sahel Niger) et le Centre des stratégies pour la sécurité du Sahel Sahara (Centre 4S) ont organisé un séminaire international à Niamey, au Niger, axé sur la sécurité et le développement dans la région sahélo-saharienne. La réunion, inaugurée par M. Brigi Rafini, premier ministre du Niger, a rassemblé environ quatre-vingts participants, dont des représentants de haut niveau des Nations unies, de l'Union africaine, et de gouvernements nationaux et régionaux, ainsi que des représentants issus de partenaires intéressés, de pays donateurs, de la société civile et des médias.

Cette synthèse de réunion résume les thèmes clés du séminaire et a été rédigée par Mireille Affa'a-Mindzie, chargée de recherche du programme Afrique à IPI. Elle a été traduite par Christiane Abel. La synthèse reflète l'interprétation du rapporteur et non pas nécessairement les opinions de tous les participants. L'IPI reconnaît l'importante contribution de l'Organisation internationale de la francophonie, du gouvernement du Luxembourg et du gouvernement des Pays-Bas, ainsi que celle apportée par ses généreux donateurs sans l'appui desquels ce séminaire et cette publication n'auraient pas été possibles.

Introduction

Après les deux graves crises qui ont presque mis le Mali à genoux en janvier 2012, le pays se remet peu à peu des terribles conséquences de ces événements. En août 2013, des élections présidentielles réussies ont permis au Mali d'élire son nouveau président, M. Ibrahim Boubacar Keïta, et de mettre fin à un gouvernement transitionnel qui avait été mis en place pendant dix-huit mois à la suite du coup d'État de mars 2012. Si la violence s'est apaisée et l'espoir semble renaître, les causes structurelles du conflit malien sont toujours bien présentes et leurs conséquences se font encore ressentir chez les pays voisins qui souffrent des mêmes problèmes sous-jacents. La situation au Mali et dans d'autres États de la région a généré un intérêt renouvelé dans la zone sahélo-saharienne et dans les efforts visant à stabiliser cette zone. Cette situation a conduit l'International Peace Institute, le Secrétariat exécutif de la Stratégie de développement et de sécurité dans les zones sahélo-sahariennes du Niger (SDS Sahel Niger) et le Centre des stratégies pour la sécurité du Sahel Sahara (Centre 4S) à organiser un séminaire international sur la sécurité et le développement au Sahel-Sahara les 15 et 16 février 2013 à Niamey, au Niger. Le séminaire visait à permettre aux participants :

- de comprendre ensemble et en profondeur la situation en constante évolution de la région sahélo-saharienne, dont les causes et les effets deviennent de plus en plus transnationaux de par leur nature ;
- d'évaluer les ripostes actuelles et prévues visant à résoudre la crise, et d'identifier les moyens de les rendre plus efficaces ;
- de développer une stratégie permettant aux acteurs internationaux de s'organiser afin de mieux soutenir les parties prenantes nationales et régionales dans leur recherche de solutions pérennes aux problèmes récurrents affectant cette région fragile ; et
- de renforcer les connaissances et de partager l'expérience acquise par le Niger à travers le développement et la mise en œuvre initiale de sa Stratégie de développement et de sécurité dans les zones sahélo-sahariennes du Niger.

La réunion a été inaugurée officiellement par M. Brigi Rafini, Premier ministre du Niger. Elle a rassemblé environ quatre-vingts participants, y compris M. Romano Prodi, l'envoyé spécial de l'ONU pour le Sahel, M. Pierre Buyoya, le haut représentant de l'Union africaine (UA) pour le Mali et le Sahel, et M. Said Djinnit, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest. D'autres participants incluaient des représentants du gouvernement du Niger ; des envoyés pour le Sahel de pays tels que la Norvège, l'Espagne et la Suisse ; des représentants de gouverne-

ments de la région sahélo-saharienne et de l'Afrique de l'Ouest ; des représentants de partenaires intéressés et de pays donateurs ; des chercheurs et des analystes de la région et de l'extérieur ; ainsi que des représentants de la société civile et des médias.

Ce rapport résume les points clés tirés de la réunion, avec tout d'abord une présentation des principaux facteurs qui ont contribué aux problèmes pluridimensionnels répandus dans la région sahélo-saharienne. Ensuite, le rapport aborde les stratégies de réponses développées ou mises en œuvre par les institutions aux niveaux international, régional et national. Puis, le rapport identifie les mesures de politique clés visant à résoudre la crise. Enfin, le rapport aborde un certain nombre de défis en matière de coordination et offre des suggestions sur la manière de les surmonter.

Facteurs de la crise dans la région sahélo-saharienne

La région du Sahel a été décrite comme un lieu de conflits qui explosent de manière épisodique à la plus petite des étincelles. Plusieurs facteurs profonds et multiformes, dont une mauvaise gouvernance, un népotisme rampant, une politique d'impunité et une légitimité limitée du gouvernement, ont conduit à la dernière crise dans la région et à l'effondrement temporaire de l'État malien en 2012. Au Nord du Mali, la faiblesse de l'État et une opposition croissante entre les autorités civiles et militaires ont contribué à l'abandon de ce territoire pendant une longue période de temps, pour finalement aboutir à son occupation par les djihadistes et au coup d'État militaire de mars 2012 à Bamako. De plus, le corporatisme tribal et ethnique, les divisions traditionnelles raciales et ethniques entre les Maliens noirs et les communautés touarègues, et l'absence de sens du service public ont aussi été cités parmi les facteurs sous-jacents de la crise.

Au Mali et dans d'autres pays du Sahel, le sous-développement représente la cause profonde de nombreux problèmes sécuritaires. La fragilité économique du pays, sa vulnérabilité socio-démographique, et un mauvais accès aux services

sociaux ont contribué à un grand nombre de griefs qui ont sous-tendu la rébellion dans le Nord du Mali. Cette situation a été aggravée par les problèmes climatiques et géostratégiques menaçant la région. Les participants au séminaire ont souligné la nécessité pour les autres pays de la région, dont le Niger qui a développé une Stratégie de développement et de sécurité dans ses zones sahélo-sahariennes, de tirer les leçons de l'expérience malienne. Les relations conflictuelles entre les dirigeants élus et les populations ont été présentées comme un autre sujet de préoccupation.

Outre des défis liés à la pauvreté et au sous-développement, l'insécurité dans la région sahélo-saharienne a été alimentée par l'implantation de groupes islamistes radicaux et de la criminalité transfrontière, laquelle a été facilitée par l'immensité des territoires, la porosité des frontières, ainsi que la nature dysfonctionnelle et les capacités limitées des États de la région. Il a été observé que le Nord du Mali n'avait pas vraiment été administré par le gouvernement central depuis une décennie, et que même lorsque cette région était contrôlée par le gouvernement, les trafiquants étaient capables d'influencer les nominations des fonctionnaires locaux. La circulation d'armes à la suite de l'effondrement du régime libyen et l'emploi de ces armes pour mener des activités criminelles, y compris l'enlèvement lucratif d'otages étrangers, ont été utilisés pour déstabiliser les États de la région. La transformation du Sahel en une voie de transit pour le trafic de drogue et en une zone où la population, en particulier les jeunes, consomme de plus en plus de drogue, est une autre source de préoccupation.

Les participants au séminaire ont noté l'importance de reconnaître la responsabilité des États concernés dans la crise, dans la mesure où ces États ont laissé pendant toute une décennie des groupes terroristes s'installer et étendre leur influence, groupes qui ont fini par déstabiliser toute la région du Sahel. La responsabilité de la communauté internationale a aussi fait l'objet de discussions. Par exemple, une partie des 700 millions de dollars dépensés par le gouvernement américain pour lutter contre le terrorisme au Sahel a été affectée à l'entraînement de l'armée malienne¹, y compris à la

1 Peter Tinti, « What Has the US Already Tried in Mali? », *Christian Science Monitor*, 20 novembre 2012, disponible à www.csmonitor.com/World/Africa/2012/1120/What-has-the-US-already-tried-in-Mali.

formation d'unités dans le Nord du pays qui ont ensuite rejoint la rébellion pendant la crise. Les participants au séminaire ont convenu que de tels efforts auraient pu être mieux coordonnés et que les ressources qui ont été investies dans ces programmes auraient pu être utilisées avec plus d'efficacité.

Par ailleurs, le conflit a été lié à une dynamique régionale marquée par le rôle ambigu de l'Algérie au Sahel et par ses relations difficiles avec le Maroc. En dépit de sa position stratégique essentielle dans la région, l'Algérie s'est montrée réticente à utiliser son influence pour résoudre la crise. L'ambiguïté de l'Algérie s'explique, entre autres, par des stratégies contradictoires développées par divers centres de décisions nationaux, par des luttes de pouvoir et des dissensions au plus haut niveau de l'État, et par des luttes visant à contrôler les ressources nationales en pétrole et en gaz naturel. De plus, l'histoire même de l'Algérie, à savoir la violente guerre d'indépendance, l'annulation des élections de 1991 gagnées par le Front islamique du salut (FIS), et la transformation en 2007 du Groupe salafiste pour la prédication et le combat, une ramification du FIS, en Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), ainsi que ses relations particulières avec les communautés touarègues de la région, semblent avoir empêché ce pays nord-africain de s'impliquer dans la crise. L'Algérie a été critiquée pour son adoption de la tactique du « pompier pyromane », illustrée aussi par l'inefficacité du Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC) de la région sahélienne. Regroupant le Mali, le Niger et la Mauritanie en plus de l'Algérie, le CEMOC a été établi pour lutter contre la menace du terrorisme dans la région². Pour certains participants au séminaire, la complexité de la situation sécuritaire au Sahel pourrait demeurer sans solution tant que l'État algérien ne fait pas face à ses contradictions politiques internes.

Mises à part les ambiguïtés algériennes, il est de plus en plus craint que la Libye ne soit au centre d'une instabilité régionale croissante. Le gouvernement central semble incapable d'établir son

autorité sur les vastes territoires du Sud où de nouvelles menaces sont en train de naître, à savoir le développement d'un sanctuaire djihadiste et une crise potentielle entre les tribus Touboues et Arabes. La proximité entre la Libye et le Darfour ainsi que le Nord du Tchad, où vivent les Toubous, prédispose ce pays nord-africain à se retrouver au cœur du prochain conflit dans la région. Cette nouvelle crise pourrait présenter des risques supplémentaires pour la région du Sahel, étant donné les liens étroits entre la Libye et le Maghreb.

Stratégies internationales, régionales et nationales de réponse

Aucun pays du Sahel n'est capable de faire face à ces défis tout seul. Avec le soutien de la communauté internationale, une combinaison d'efforts nationaux et régionaux peut contribuer à mettre au point une réponse crédible et pérenne face aux défis récurrents en matière de sécurité et de développement dans cette région chroniquement perturbée. Une telle stratégie exige une vision intégrée allant au-delà des analyses, des perspectives et des réactions actuelles.

PROJET DE STRATÉGIE INTÉGRÉE DE L'ONU POUR LE SAHEL

La stratégie intégrée pour le Sahel proposée par l'ONU représente une réponse globale qui prend en compte le contexte actuel africain. Même s'il est impossible de parler du Sahel sans aborder la crise au Mali, aucune solution pérenne au conflit malien n'est possible sans une riposte régionale généralisée.

La préparation de la stratégie intégrée proposée par l'ONU pour le Sahel a été rendue possible grâce à toute une série d'efforts internationaux³. Préoccupés par le terrorisme, les membres du Conseil de sécurité ont convenu de la nécessité de lutter ensemble contre cette nouvelle menace. L'intervention française, qui a contribué à résoudre rapidement la crise au Mali, a donné un élan supplémentaire à la lutte contre la menace terror-

2 Bérangère Rouppert, « The European Strategy for the Sahel », Bruxelles : Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP), 2011, disponible à www.culturaldiplomacy.org/academy/content/pdf/participant-papers/2012-01-eaac/The_European_strategy_for_the_Sahel_Berangere_Rouppert.pdf.

3 Romano Prodi, l'envoyé spécial de l'ONU pour le Sahel, a présenté une stratégie très attendue en juin 2013 dans l'annexe du Conseil de sécurité, Rapport du Secrétaire général sur la situation dans la région du Sahel, S/2013/354, 14 juin 2013, disponible à www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2013_354.pdf.

iste au Sahel. À l'avenir, ces efforts pourraient être exploités pour améliorer la coopération au Mali et dans la région. En effet, la crise a facilité les efforts conjoints des pays concernés qui ont promis les ressources financières et économiques nécessaires à l'appui du rétablissement dans la région. Les efforts d'intervention visant à compléter la coopération régionale et les ressources limitées disponibles au niveau de chaque pays à travers la stratégie intégrée ont nécessité la création d'un fonds d'action pour le Sahel. Après l'adoption de la stratégie intégrée proposée par l'ONU, il est essentiel d'évaluer la contribution réelle des pays donateurs et des institutions au fonds proposé. Un mécanisme souple de coordination pour ce fonds doit être établi afin de faire face à toute lourdeur bureaucratique éventuelle.

Les participants ont noté que la stratégie de l'ONU devrait considérer les problèmes de gouvernance au Sahel comme une autre priorité. À cet égard et afin de garantir un succès minimum dans la résolution de ces défis, trois actions ont été identifiées : la participation des populations à la définition et à la résolution des problèmes affectant leurs communautés, l'implication de la société civile, et la coordination de l'action du gouvernement dans la région avec celle de l'ONU.

La stratégie a de plus envisagé d'intervenir sur quatre fronts différents :

- promouvoir la sécurité et le développement ;
- faire comprendre aux gouvernements l'urgence qu'il y a à répondre aux besoins de leurs citoyens ;
- garantir la responsabilité des pays concernés de faire face à leurs diverses fonctions ; et
- rappeler qu'aucun développement durable ou réussi ne peut naître de l'isolation ou du manque de coopération.

LA RÉPONSE DE L'UE

La crise au Sahel doit être comprise comme affectant les deux côtés de la Méditerranée au-delà du désert du Sahara. En dehors de son soutien aux acteurs nationaux et régionaux, l'Europe est concernée par l'impact de la crise au Sahel sur sa propre sécurité, y compris des problèmes comme le trafic de drogue, l'immigration clandestine, le

terrorisme et la sécurité énergétique. Ces facteurs soulignent le besoin d'une réponse globale, et l'UE a adopté sa propre stratégie pour le Sahel⁴ qui s'articule autour de quatre grands axes :

- développement, bonne gouvernance et résolution des conflits internes ;
- actions politiques et diplomatiques ;
- sécurité et État de droit ; et
- lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation.

Si la réponse de l'UE ne visait à l'origine que le Mali, le Niger et la Mauritanie, des projets supplémentaires ont été mis en œuvre au Burkina Faso et au Tchad. Après la mobilisation d'un budget initial de 150 millions d'euros pour la mise en œuvre de la stratégie, un budget supplémentaire de 600 millions d'euros a été engagé pour la réalisation des objectifs stratégiques.

La stratégie de l'UE a identifié un certain nombre d'objectifs qui ciblent les causes profondes de la crise au Sahel. Ces conditions préalables pour l'amélioration de la stabilité, de la sécurité et du développement dans la région incluent la mise en place de gouvernements légitimes qui soient représentatifs et inclusifs, le rétablissement de l'autorité de l'État et du monopole de sa force sur l'ensemble du territoire national, un système judiciaire impartial et fonctionnel, et la réforme des forces de sécurité et de l'administration publique. De plus, il est essentiel de promouvoir une gestion pacifique des conflits et une coopération transfrontalière efficace dans les domaines de la police et de la justice. D'autres objectifs identifiés essayent de faciliter la participation efficace des acteurs nationaux et locaux aux processus de prise de décision, de garantir l'accès aux services techniques et sociaux essentiels, de développer et soutenir le secteur privé, de garantir la sécurité personnelle des acteurs humanitaires et du développement, et de mobiliser des ressources nationales et extérieures suffisantes, ainsi que les capacités adéquates visant à absorber ces ressources.

Au Niger, où le contexte était favorable à une planification intégrale, une stratégie nationale de

4 Service européen pour l'action extérieure, « Strategy for Security and Development in the Sahel », mars 2011, disponible à www.eeas.europa.eu/africa/docs/sahel_strategy_en.pdf.

sécurité et de développement a été préparée en conformité avec la stratégie de l'UE. La stratégie nationale facilite la mobilisation des ressources, et plusieurs cadres ont été développés pour maintenir et renforcer la stabilité. Il en est ainsi d'EUCAP Sahel Niger, un programme établi en vertu de la Politique de sécurité et de défense commune de l'UE en juillet 2012, à la demande du gouvernement nigérien. EUCAP Sahel Niger soutient les forces de sécurité internes nigériennes dans leur lutte contre le terrorisme et le crime organisé. Le programme dispose d'un budget annuel de 8,7 millions d'euros⁵.

RÉPONSES RÉGIONALES ET DÉFIS EN MATIÈRE DE COOPÉRATION

En décembre 2011, l'ONU et l'UA ont établi une mission conjointe d'évaluation qui s'est déplacée dans les pays du Sahel et a publié un rapport sur les défis auxquels la région devait faire face à la suite de la crise libyenne⁶. En mars 2012, un groupe d'experts s'est réuni à Addis-Abeba, en Éthiopie, pour tenter d'identifier et évaluer les risques en matière de sécurité et de développement dans le Sahel. Deux éléments en particulier ont été mis en exergue quant aux initiatives en matière de ripostes régionales et internationales.

Tout d'abord, la promotion d'un sens de l'appropriation est nécessaire pour toute intervention durable dans la région. L'UA, l'UE et l'ONU peuvent fournir au Mali et au Sahel un grand nombre de ressources nécessaires pour faire face à la crise. Cependant, tant que ces pays ne se seront pas appropriés les stratégies proposées, aucun résultat tangible et pérenne ne pourra se faire sentir. Ensuite, une capacité efficace de détection précoce des conflits doit être développée dans la région. Les participants au séminaire ont observé que plusieurs cadres de coopération susceptibles de jouer un rôle dans la prévention et la gestion des crises avaient été établis à travers l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Cependant, leur efficacité au Sahel s'est avérée limitée du fait que la région couvre plusieurs communautés économiques régionales africaines, dont la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union du Maghreb arabe (UMA), la

Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) dans la Corne de l'Afrique. Ces multiples groupements rendent difficile la mise en œuvre de mécanismes de prévention des conflits à l'échelle de la région, y compris au niveau des principaux pays du Sahel.

De plus, en dépit de l'appui fourni par l'UA à l'intervention de la CEDEAO au Mali à travers son architecture continentale de paix et de sécurité, ce cadre s'est révélé insuffisant. Après le déploiement de l'opération Serval menée par la France au Mali, le sommet de l'UA organisé en janvier 2013 à Addis-Abeba en Éthiopie a donné aux dirigeants africains la possibilité de tirer les premières leçons de l'intervention française. Les dirigeants régionaux ont considéré que cette intervention représentait une défaillance sérieuse dans la résolution des problèmes africains bien après l'indépendance de la plupart des pays africains, et ils ont reconnu la nécessité d'une évolution de l'architecture de l'UA en matière de paix et de sécurité, et le besoin pour le continent de s'équiper d'une force d'intervention rapide.

Les problèmes de coopération persistent en dépit d'évolutions positives dans la région. Certains auraient pu espérer une amélioration de la coopération régionale après l'effondrement de Mouammar Kadhafi en Libye et le coup d'État militaire contre le gouvernement corrompu de l'ex-président malien Amadou Toumani Touré. Certains auraient aussi pu penser que la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) agirait comme un catalyseur pour la CEDEAO, dans un effort visant à surmonter les problèmes de coopération en matière de sécurité dans la région sahélo-saharienne. Cependant, le fossé entre les pays de la CEDEAO et leurs voisins au Nord et à l'Est du Sahara reste évident dans la mesure où ni l'Algérie, ni la Mauritanie, ni la Libye n'ont participé à la MISMA. L'Algérie et la Mauritanie sont restées longtemps dans l'ambiguïté, probablement de peur qu'une intervention militaire ne renvoie les militants islamistes dans leurs pays d'origine. De

5 Service européen pour l'action extérieure, « Common Security and Defence Policy: The EUCAP SAHEL Niger Civilian Mission Factsheet », disponible à http://consilium.europa.eu/media/1960390/eucap_sahel_factsheet_en_-_april_2013_final.pdf.

6 Conseil de sécurité de l'ONU, *Report of the Assessment Mission on the Impact of the Libyan Crisis on the Sahel Region, 7 to 23 December 2011*, S/2012/42, 18 janvier 2012, disponible à www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/Lybia%20S%202012%2042.pdf.

plus, les deux pays ont semblé vouloir garder une certaine marge de manœuvre dans l'espoir d'influencer ultérieurement de possibles négociations. L'Algérie se considère comme un contrepoids à une influence plus importante de la France, et de l'Europe en général, dans la région. En Mauritanie, des facteurs culturels et une certaine dynamique politique ont conduit les décideurs politiques à présenter l'intervention militaire au Mali comme une lutte de « soldats noirs » contre « des populations blanches ». Par conséquent, certains observateurs ont conclu que les pays africains concernés ont laissé passer une chance exceptionnelle de renforcer la coopération régionale dans la région sahélo-saharienne.

Mis à part les cas de l'Algérie et de la Mauritanie, la coopération entre les principaux pays du Sahel n'a jamais été efficace, et un cadre sous-régional limité à ce groupe, qui n'inclut pas le Tchad, le Nigéria, la Libye ou d'autres acteurs régionaux clés, est considéré comme trop étroit pour toute initiative régionale pérenne. De plus, les dispositions régionales actuelles représentent des cadres incomplets. Ni la CEDEAO, ni la Communauté des États sahélo-sahariens (CENSAD) ne semblent constituer des modèles appropriés de coopération, dans la mesure où elles n'incluent pas l'Algérie. D'après certains participants au séminaire, les initiatives de coopération doivent provenir des pays de la région eux-mêmes, avec l'approbation de l'ONU. Cependant, dans la mesure où l'ONU ne peut que soutenir les capacités nationales et régionales sans les remplacer, cette option ne serait pas non plus le cadre le plus approprié. De ce fait, la question a été posée de savoir si l'UA ou une autre entité du continent pouvaient fournir le cadre le plus adéquat pour le développement d'une stratégie régionale capable de répondre à la crise dans la région sahélo-saharienne d'une manière durable.

Dans le but de renforcer la coopération régionale, certains ont suggéré l'établissement d'un modèle original de gestion des conflits afin d'atténuer les griefs et de résoudre les questions d'intérêt commun de manière complète. Dans la région sahélo-saharienne, un cadre de consultation pourrait reproduire

des mécanismes de coopération existants tels que le Forum de la Méditerranée occidentale, connu sous le nom de « Dialogue 5+5 », qui réunit des pays situés sur la partie occidentale du littoral méditerranéen. Lancé en octobre 1990, le Dialogue 5+5 rassemble cinq pays européens, à savoir l'Espagne, la France, l'Italie, Malte et le Portugal, et cinq pays du Maghreb, à savoir l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie. Un cadre de coopération similaire regrouperait par exemple ces cinq pays du Maghreb avec le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, le Niger et le Sénégal au Sahel pour une collaboration en matière de développement économique et des aspects humains et culturels de la sécurité.

RÉPONSES NATIONALES ET LOCALES

Dans un premier temps, les acteurs politiques maliens n'ont pas réussi à présenter un front uni à la communauté internationale. Néanmoins, un appui régional et international a provoqué un élan qui a fini par encourager les Maliens à afficher plus de solidarité. Une réponse nationale à la crise a été développée et le gouvernement a présenté, avec plusieurs mois de retard, une feuille de route détaillant son plan de sortie de crise et les préparatifs envisagés pour des élections présidentielles prévues pour la fin du mois de juillet⁷. Alors que la date de l'élection divisait la population malienne, la communauté internationale a convenu que la situation avait assez duré et qu'il était primordial d'organiser rapidement un retour à l'ordre constitutionnel après le coup d'État de mars 2012.

D'autres pays sahéliens ont aussi développé des réponses nationales à la crise. Au Niger, la Stratégie de développement et de sécurité dans les zones sahélo-sahariennes du pays constitue une approche novatrice de prévention des conflits qui donne une dynamique plus forte au développement économique, social et culturel⁸. La stratégie est axée sur cinq grandes priorités :

- renforcement de la sécurité des personnes et des biens ;
- amélioration de l'accès des populations aux opportunités économiques ;
- accès des populations aux services sociaux de base ;

⁷ Cabinet du Premier ministre de la République du Mali, « Feuille de route pour la transition », janvier 2013, disponible à http://donor-conference-mali.eu/sites/default/files/generated/pdf/page/2_Feuille%20de%20Route%20Mali%20version%20finale%2026%20janvier%202013.pdf.

⁸ République du Niger, « Stratégie de développement et de sécurité dans les zones sahélo-sahariennes du Niger », octobre 2011, disponible à http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/sds_version_english.pdf.

- renforcement de la gouvernance locale ; et
- garantie de l'intégration sociale et économique des rapatriés forcés de Libye, de Côte d'Ivoire, du Nigéria et d'Algérie.

De plus, le Parlement nigérien a demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de garantir la sécurité des frontières, et il a autorisé la contribution de troupes nigériennes à l'AFISMA en conformité avec la constitution. D'autres initiatives envisagées au moment du séminaire comprenaient :

- la création d'un réseau de parlementaires pour la prévention et la gestion des conflits, également susceptible de servir de forum de réflexion ;
- la formation de membres du Parlement sur les questions de démocratie, de justice sociale et de bonne gouvernance, et l'implication de la population dans la gestion des questions de sécurité ; et
- la promotion d'une plus grande supervision du gouvernement par le Parlement.

En dépit de ces initiatives, les acteurs nationaux au Niger demeurent conscients qu'une paix durable nécessite la mise en œuvre de stratégies à long terme.

La voie vers la sécurité et le développement durable dans la région sahélo-saharienne

Les efforts passés visant à faire avancer la sécurité et le développement au Sahel se sont avérés limités car ces initiatives ne plaçaient pas les populations au cœur de la problématique. Selon un participant au séminaire de Niamey, ces efforts ressemblaient à « la construction d'un hôpital dans lequel aucun patient ne serait traité ». De ce fait, une réponse efficace à la crise au Sahel devrait être déterminée après un examen détaillé des faits, et qui ne se limiterait pas à des approches superficielles.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ÉTATS PAR UNE MEILLEURE GOUVERNANCE LOCALE

Au Mali, l'absence d'un État fort doit être corrigée, en particulier dans les régions frontalières où furent affectés de nombreux fonctionnaires qui se sont avérés pour la plupart inefficaces. De plus, les

questions de capacité doivent être réglées. Les participants au séminaire ont souligné la nécessité d'envisager une nouvelle forme de gouvernance, capable de prendre en compte les réalités locales, en particulier la diversité des identités, négligée au moment de l'indépendance. L'amélioration de la gouvernance locale et de la décentralisation a été présentée comme une option essentielle visant à renforcer la capacité de l'État. Une fondation solide au niveau local, nécessitant des ressources adéquates pour accompagner la dévolution des pouvoirs vers les autorités et les communautés locales, doit soutenir un nouvel édifice démocratique et contribuer à corriger les défaillances de l'administration dans les zones négligées. Les familles et les communautés peuvent agir en tant que sources de prévention et de gestion des conflits, à condition que les décideurs politiques se concentrent au niveau local et facilitent le rétablissement des liens avec les territoires déconnectés. D'autres acteurs travaillant sur la crise au Mali et au Sahel ont été encouragés à « réfléchir globalement, mais à agir localement ».

De nouvelles stratégies visant à renforcer la gouvernance locale peuvent tirer parti du processus de décentralisation déjà mis en place dans les pays de la région sahélo-saharienne. Au Mali, ce processus a été lancé au début des années 1990, avec l'ambition d'enraciner la démocratie et de promouvoir le développement durable. Une évaluation du processus de décentralisation, rendu opérationnel en 1999, a souligné à la fois des réussites importantes mais aussi des faiblesses persistantes. À Goundam, une municipalité dans la région de Tombouctou, un comité pour la prévention et la gestion de conflits a été établi et, pendant la crise, les dirigeants locaux sont restés des référents utiles pour leurs électeurs. D'autres initiatives prises par certains élus locaux, y compris en matière de promotion de la participation des femmes, d'éducation et de soins de santé, ont facilité l'émergence de jeunes dirigeants éclairés qui sont perçus comme étant plus proches de la population, moins corrompus et plus crédibles.

Cependant, les résultats de ces initiatives demeurent insuffisants. Les communautés locales sont toujours loin de contrôler leurs programmes de développement. Avec un transfert seulement partiel des compétences et des ressources, ces collectivités ne sont pas en mesure de répondre aux

besoins de leurs populations. Les ressources limitées disponibles sont affectées principalement aux services sociaux de base et ne sont que rarement allouées aux initiatives de développement. Ces faiblesses expliquent en partie la crise qui a sévi au Nord du Mali et témoignent de l'urgence d'accélérer la mise en œuvre du processus de décentralisation. Les participants au séminaire ont réitéré le fait que la gouvernance locale, basée sur des programmes de développement intégré et adapté aux spécificités locales, doit faire partie intégrante d'une réponse à la crise au Sahel.

La gouvernance locale en elle-même ne peut cependant pas garantir l'efficacité des pratiques de gouvernance. Des cadres supplémentaires doivent être mis en place afin d'assurer la légitimité et la pluralité par des élections libres, transparentes et démocratiques. La participation aux élections doit être améliorée et les communautés locales bénéficieraient de l'implication de toutes les catégories sociales, y compris les femmes et les jeunes. Des cadres de gouvernance doivent aussi être établis et renforcés afin de promouvoir une culture de transparence. Si les capacités de l'État doivent être renforcées, le but ne doit pas être simplement de lancer plus d'initiatives mais bien d'améliorer la situation. Cet objectif peut être atteint par la valorisation de l'éducation citoyenne et l'établissement d'un dialogue entre les dirigeants élus et leurs communautés, avec les acteurs de la société civile, et entre les collectivités. De plus, les participants ont identifié comme autres éléments importants d'une réponse à la crise, une meilleure participation des citoyens dans la définition et la mise en œuvre de stratégies de développement, dans les débats nationaux sur les questions de sécurité, ainsi que dans les efforts visant à favoriser la réconciliation et la cohésion sociale entre les communautés. En outre, de meilleures relations avec les partenaires techniques et financiers doivent conduire à l'implication des acteurs locaux dans la définition des programmes, et les capacités de ces acteurs doivent être renforcées dans les domaines concernant l'accès aux services sociaux et le développement économique.

Les participants au séminaire ont aussi souligné la nécessité d'une mise en œuvre prudente des

politiques de décentralisation. Dans un pays comme le Niger, où les ressources en minerais sont aisément disponibles, la décentralisation pourrait avoir un impact bénéfique sur l'équilibre des relations entre le centre et la périphérie. Cependant, dans le cas du Mali, les participants au séminaire ont observé que les régions déjà dotées de ressources considérables continueraient d'être pénalisées par de mauvaises politiques de décentralisation. Dans ce cas, l'élément le plus important d'une politique de décentralisation efficace doit être le lien entre les ressources locales et leur utilisation par l'État.

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Les participants au séminaire de Niamey ont aussi discuté de la nécessité de résoudre le problème de la pauvreté et les défis en matière de développement face à la crise dans la région. D'un point de vue économique, le séminaire a également abordé la question d'un partage équitable des produits de la croissance économique. Les réponses aux éléments de la crise liés à la pauvreté dans le Nord du Mali doivent prendre en compte les trois faits suivants :

- le financement du terrorisme provient plus des prises d'otages que du trafic de drogue : en 2011, la rançon moyenne payée aux groupes terroristes par les pays occidentaux était estimée à 5,4 millions de dollars par otage et AQMI a déclaré avoir gagné 90 millions de dollars au cours de la dernière décennie grâce aux enlèvements d'Occidentaux⁹.
- La priorité doit être accordée à une croissance significative où la productivité, le savoir-faire et les profits sont encouragés, et non pas à un retour à l'artisanat et à l'écotourisme.
- Au-delà du concept d'un âge d'or de dialogue entre les religions, le salafisme et le djihadisme doivent être dissouts dans des politiques visant à assurer la prospérité des populations.

De ce fait, des stratégies possibles de développement dans la région incluent la mise en faillite et le démantèlement de l'entreprise AQMI, ce qui signifie que les militants doivent être pris en charge sur les plans idéologique et matériel, avec la proposition d'un modèle économique ambitieux. Les éléments de telles stratégies peuvent inclure la

⁹ « Hostage-taking – Trading Places: An Uncoordinated Approach to Kidnapping », *The Economist*, 16 mars 2013, disponible à www.economist.com/news/international/21573608-unco-ordinated-approach-kidnapping-trading-places.

création d'emplois pour les jeunes dans le secteur des services, le développement d'un plan de sécurité alimentaire agricole inclusif, et la résolution du problème d'intégration régionale au Maghreb. Le renforcement du secteur privé a aussi été considéré comme critique dans la création d'une fondation économique et sociale viable et l'atténuation des pressions subies par l'État. La création d'entreprises pourrait contribuer à garantir la fourniture de services sociaux de base sur l'ensemble des territoires nationaux, encourager la création d'emplois et promouvoir des approches du développement durable soucieuses des spécificités locales. Dans un contexte où il est essentiel que la politique régisse l'économie et non pas le contraire, la réalité de la libre circulation des personnes et des marchandises dans la région de la CEDEAO a été considérée comme un avantage à exploiter.

Des discussions ultérieures ont souligné l'absence de conceptualisation du développement dans la région. Les approches actuelles du développement au Sahel ont souvent cherché à traiter avec les chefs de tribus au lieu d'impliquer directement les communautés. Tandis que des ressources importantes ont été investies dans ces efforts, les résultats constatés sur le terrain sont limités. Les mêmes problèmes se répètent partout dans la région au Mali, mais aussi en Algérie, en Mauritanie, au Niger et au Sénégal. Par conséquent, des stratégies de développement modifiées et coordonnées doivent donner aux populations locales la possibilité de comprendre par elles-mêmes le concept de développement et ses priorités. Par exemple, certains participants au séminaire ont remarqué qu'une activité telle que l'agriculture n'avait pas été incluse dans les plans économiques nationaux. Les participants ont souligné l'importance pour les pays de la région d'activer tous les leviers susceptibles de contribuer à la multiplication de leurs ressources limitées. De plus, du fait que certains des problèmes présents dans le Nord du Mali se retrouvent aussi au Nord du Niger, les participants ont discuté de l'importance de programmes de développements transversaux. Le séminaire a recommandé à la SDS Sahel Niger de tenir compte de l'expérience du Mali, où des problèmes de développement persistants ont été identifiés parmi les causes des rébellions touràrégues successives.

Des questions supplémentaires ont touché aux leçons apprises à travers la région. Les participants au séminaire ont noté que les injustices, plus que le sous-développement, ont conduit aux inégalités et aux crises, et ils ont souligné le besoin de développer et de mettre en œuvre des politiques capables d'encourager une gouvernance éthique. Les débats se sont aussi focalisés sur l'importance de la responsabilisation et la lutte contre l'impunité, en particulier dans les cas de dégradation de l'environnement dans les zones d'exploitation minière. Les participants ont également souligné la nécessité de répondre aux crises humanitaires récurrentes dans la région. Ils ont reconnu qu'il est souvent plus facile d'obtenir des financements pour des activités humanitaires que pour des projets de développement. De ce fait, la résilience des ménages et des communautés doit être renforcée afin d'assurer une solidité à long terme et pouvoir anticiper des crises futures.

RÉPONSES AUX PROBLÈMES DE SÉCURITÉ

Une des priorités consiste à affaiblir les diverses activités criminelles qui menacent la stabilité au Sahel. Les participants au séminaire ont rappelé que le paiement de rançons constitue la principale source de financement du terrorisme dans la région et ils ont dénoncé les sommes considérables payées par un certain nombre de pays européens pour la libération de leurs citoyens. Ils ont réitéré leur appel à ne pas payer de rançons aux groupes de terroristes en échange d'otages. Les efforts de lutte contre le terrorisme et d'éradication de ce fléau doivent inclure l'assèchement des ressources des groupes islamistes. De plus, ces efforts doivent aborder les problèmes de chômage et de corruption. Cependant, pour certains participants, l'allègement de la pauvreté ne doit pas être la priorité en matière de terrorisme, et la lutte contre le terrorisme doit rester avant tout un défi sécuritaire, avant la prise en compte des aspects du problème liés au développement.

Pour améliorer la sécurité régionale, les participants au séminaire ont recommandé la mise en œuvre de programmes de désarmement et l'harmonisation par les pays de la région de leurs réglementations nationales sur le contrôle de la circulation des armes. Un meilleur accès à, et le contrôle de, l'ensemble de leur territoire par les gouvernements, ainsi que des efforts plus

ambitieux visant à résoudre les différends territoriaux dans la région, sont nécessaires pour garantir la stabilité territoriale et soutenir des efforts de développement cohérents. Quant à l'augmentation du trafic de drogue, les participants au séminaire ont demandé aux pays touchés de renforcer leur coopération afin de développer une riposte globale face à cette menace émergente.

S'agissant de la situation au Mali, les participants au séminaire ont demandé aux pays voisins et à la communauté internationale d'aider les Maliens à faire face à la crise de manière pacifique et de faire en sorte que des situations similaires ne se reproduisent pas dans la région. Les participants ont rappelé que la crise au Mali avait été précédée de signaux très clairs. Cependant, ces indicateurs ont été ignorés et cette négligence a conduit à une réponse initiale trop faible. Les participants au séminaire de Niamey ont réitéré que la crise au Sahel illustre les limites des mécanismes d'alerte précoce dans la région et la sous-utilisation des mécanismes de prévention de conflits existants. Aux niveaux régional et national, de plus amples recherches sont nécessaires pour anticiper et prévenir les conflits.

À cet égard, le séminaire a souligné le fossé qui sépare les sphères scientifiques des milieux politiques dans la région, ainsi que la marginalisation des intellectuels africains et des experts nationaux lors des tentatives d'identification de solutions à la crise récente. Les participants ont convenu que de plus amples recherches et analyses doivent être développées pour être utilisées de manière adéquate par les décideurs politiques. De tels efforts peuvent être renforcés par le soutien et l'établissement de réseaux entre les institutions de recherche et les think tanks dans la région sahélo-saharienne. D'autres stratégies de prévention des conflits pourraient inclure un meilleur renforcement des capacités nationales afin de faciliter la participation des citoyens au débat sur les questions sécuritaires et la responsabilité du gouvernement en matière de défense et de sécurité.

La crise au Mali constitue la dernière manifestation d'un cycle récurrent d'insécurité au Sahel. Bien que chaque situation soit différente et doive être replacée dans son contexte, il est à craindre que la guerre au Mali n'en soit qu'à ses premiers stades, avec le risque d'une transformation du conflit en une guerre asymétrique à laquelle il serait difficile

de mettre fin. Cette analyse est d'autant plus vraisemblable que les problèmes qui ont conduit à la crise au Mali sont similaires à ceux plus ou moins latents dans l'ensemble du Sahel, de la Mauritanie à la Somalie. De ce fait, la nature transnationale de la sécurité dans la région et les risques de blocage posés par les tentatives de résolution de la crise uniquement à un niveau national ont mis en exergue le besoin d'une approche globale capable de prendre en compte les mécanismes de coordination existants.

RENFORCEMENT DE LA COHÉSION SOCIALE

Les participants au séminaire de Niamey ont remarqué qu'une approche focalisée sur la sécurité, ainsi que le développement social et économique ne permettra pas nécessairement de résoudre les conflits d'identité religieuse au Mali et au Sahel. L'histoire de l'Afrique de l'Ouest est riche d'exemples d'empires et de royaumes qui ont connu des problèmes d'identité, d'ethnie ou de religion. Cependant, les tensions raciales actuelles entre les populations noires, les Touaregs et les Arabes peuvent constituer un obstacle à toute résolution durable de la crise au Mali. Des valeurs anciennes telles que la solidarité, la tolérance et un certain sens de l'engagement, qui ont lié ensemble les diverses populations vivant dans la région au fil des années, peuvent par conséquent contribuer à réparer le tissu social et à rétablir des relations solides entre des communautés divisées. Dans les zones qui ont toujours été négligées par les autorités centrales, il sera particulièrement important d'impliquer les populations locales dans le développement et la mise en œuvre de solutions visant à rétablir la cohésion sociale.

Un autre moyen de renforcer la cohésion sociale serait la création de communes nomades qui prendraient en compte les spécificités locales. Les communes nomades soulignent le besoin des pays du Sahel de s'orienter vers la diversité et elles sont liées au système particulier de production et d'association avec la nature. Au Niger, la constitution de 1992 a créé des communes spéciales et prend en compte des spécificités culturelles, telles que le nomadisme des populations qui sont maintenant représentées au Parlement. Cependant, dans le contexte malien, cette suggestion a fait l'objet de contestations. Le Mali a adopté une nouvelle cartographie territoriale, très critiquée avant même

sa mise en œuvre. Pour certains participants au séminaire, plutôt que de chercher à diviser davantage la région, de nouvelles approches de gouvernance devraient prendre en compte le rôle de la diversité comme passerelle entre des communautés soucieuses de vivre en paix malgré leurs différences.

Les participants ont aussi discuté du rôle critique joué par les dirigeants traditionnels au Nord du Mali et du besoin de considérer le dialogue comme une fonction de gouvernance. Des plates-formes de dialogue doivent être établies pour faciliter les consultations du gouvernement avec toutes les composantes politiques du pays, la société civile et des communautés liées entre elle par des relations vieilles de plusieurs siècles. Un tel processus de consultation permanente peut être amélioré au fil du temps avec une emphase de plus en plus forte sur l'éducation, et par le développement d'un sens complet de citoyenneté et d'engagement au sein des populations. L'importance d'un dialogue a été soulignée au niveau national au Mali où la classe politique est restée divisée, au niveau régional pour faciliter l'établissement et la coordination des systèmes de suivi afin de prévenir des crises futures, et aux niveaux continental et mondial afin de renforcer les mécanismes de consultation existants.

Solutions aux problèmes de coordination

Les écarts entre les politiques développées face à la crise au Mali et au Sahel, et leur mise en œuvre sur le terrain ont donné lieu à des questions sur la coordination de ces politiques. Deux problèmes principaux doivent être pris en compte à cet égard : (1) trouver le moyen pour que les réponses ne constituent pas simplement des avertissements et des débats, mais aussi en garantir le suivi et (2) s'assurer que les réponses mises en œuvre représentent une forme de coopération et non pas de concurrence entre les différents acteurs et institutions concernés.

Remarquant l'importance d'un accord sur le but de la coordination, les participants au séminaire de Niamey ont souligné le besoin d'une vision commune. Le développement d'une telle vision peut être freiné par un manque d'analyses conjointes aux niveaux national et régional, et l'absence de stratégies de réponse complémentaires

parmi les parties prenantes. De plus, les difficultés liées à la coordination en elle-même ont été mentionnées comme des problèmes possibles (du fait, par exemple, de l'urgence de l'action, des priorités divergentes entre les institutions concernées et de leur focalisation sur leurs propres tâches). Les participants au séminaire ont aussi déploré l'absence d'une vision commune quant au type de développement nécessaire pour la région du Sahel, l'existence d'intérêts externes concurrents et la prolifération d'acteurs régionaux et internationaux qui a fini par réduire au silence les acteurs locaux.

Les efforts de coordination doivent dépasser le simple partage d'informations pour s'orienter vers des stratégies capables de renforcer la capacité de l'État concerné, à commencer par une définition claire de ses propres priorités. En même temps, le leadership doit s'étendre vers les pays dotés des ressources nécessaires. Afin d'assurer une coopération efficace de tous les acteurs concernés, ceux-ci doivent pouvoir passer outre un soutien fragmenté et ne pas encourager de concurrence. Dans ce cas, il est essentiel de se mettre d'accord sur une institution capable de favoriser la définition d'une vision commune et de coordonner les différences prévisibles entre les acteurs internationaux et les divers acteurs aux niveaux national et local. Dans le cas du Mali, le Groupe de soutien et de suivi sur la situation dans le pays (qui s'est réuni pour la première fois à Abidjan, en Côte d'Ivoire, en juin 2012, et qui est coprésidé par l'UA et l'ONU) a résulté d'un tel consensus visant à apporter une aide conjointe au pays. Le séminaire a souligné le besoin de renforcer les mécanismes de coordination déjà existants au lieu d'en créer de nouveaux. De ce fait, certains participants ont suggéré l'examen de la coordination dans le contexte de la subsidiarité, des États au niveau national jusqu'à l'ONU au niveau mondial, en passant par la CEDEAO au niveau régional et l'UA au niveau du continent.

Au Mali, le séminaire a rappelé que la stratégie intégrée de l'ONU pour le Sahel reconnaît le rôle clé joué par les acteurs locaux et nationaux. Ce rôle a aussi été reconnu au niveau régional, avec deux cadres développés par la CEDEAO et l'UA : (1) un concept stratégique adopté à Bamako en octobre 2012 et (2) un concept d'opérations qui a ouvert la voie aux interventions militaires. Grâce à des

efforts de coordination ultérieurs, la CEDEAO a mené le processus de médiation préliminaire entre les acteurs maliens et l'UA s'est impliquée dans les composantes militaires, policières et civiles de la MISMA. De plus, en dépit de leur succès relatif souvent dû à volonté politique variable, les institutions continentales, y compris le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et la Banque africaine de développement, ont été présentées comme des cadres susceptibles de faire avancer et de coordonner les initiatives conjointes de développement dans la région sahélo-saharienne.

Des participants au séminaire de Niamey se sont montrés préoccupés par la croyance affichée par certains que les Maliens étaient incapables de trouver des solutions propres pour faire face à la crise sévissant dans leur pays. Les participants ont discuté du fait que la générosité des acteurs régionaux et internationaux ne devrait pas les empêcher d'être conscients des développements sur le terrain. Même si le contexte permet d'impliquer toute institution ou tout acteur prêts à aider le Mali, ces efforts conjoints doivent être mieux articulés et tenir compte des initiatives des acteurs locaux.

En dépit de l'occupation du Nord du Mali, l'administration locale continuait à fonctionner. Les dirigeants locaux se sont regroupés pour comprendre la situation et y répondre. Les groupes de femmes et les organisations des droits de l'homme continuaient à surveiller la situation et à fournir des informations utiles. Le secteur privé continuait aussi à résoudre les problèmes de développement du pays. De plus, des espaces informels de dialogue ont été établis avec le soutien du Programme des Nations unies pour le développement afin d'impliquer toute une gamme d'acteurs, y compris les partis politiques et les groupes religieux. Des efforts de coordination ont également été développés parmi les acteurs internationaux sur le terrain. Un système de groupes a été établi, qui a rassemblé les acteurs nationaux et les ONG internationales appuyant les efforts humanitaires entrepris au Mali. De plus, une plate-forme a été établie pour les partenaires de développement technique ; et les partenaires techniques et financiers du Mali ont établi des relations et continuaient de collaborer, à la recherche de nouvelles manières de soutenir le pays à travers ses collectivités locales.

Conclusion

Les participants au séminaire de Niamey sont arrivés à la conclusion que la crise récente au Mali et au Sahel était extrêmement complexe. Si nombre des causes sous-jacentes de cette crise sont locales, ses ramifications sont transnationales de par leurs origines et leurs effets. La dynamique compliquée de la coopération régionale et les problèmes de coordination, qui ont résulté en des interventions concurrentes et un fossé entre les politiques offertes pour résoudre la crise et leur mise en œuvre sur le terrain, pourraient retarder le retour vers une paix et un développement durables dans la région sahélo-saharienne. Un certain nombre de suggestions ont été formulées pendant le séminaire, avec pour but d'aider à surmonter ces défis.

- Les participants ont souligné la nécessité de mécanismes plus inclusifs et plus efficaces de prévention des conflits, d'alerte précoce et de réponse. L'échec des institutions régionales quant à leur capacité à anticiper la crise au Mali et à la résoudre en temps opportun a montré les limites de ces institutions. De meilleures relations entre les pays de la région et l'identification de cadres de coopération appropriés sont des conditions préalables à la construction d'une région sahélo-saharienne sûre et prospère.
- L'accent doit être mis sur un renforcement des capacités de l'État, qui peut tirer parti de la promotion d'une gouvernance locale et de la mise en œuvre de politiques de décentralisation efficaces. Ces efforts renouvelés de décentralisation pourraient permettre de surmonter les problèmes posés par la faiblesse des institutions publiques et l'échec des programmes de développement et de sécurité à l'origine de la crise dans la région.
- Tout progrès de la sécurité et du développement au Sahel doit prendre en compte les éléments clés que sont la lutte contre le terrorisme et le crime transnational par l'offre d'alternatives viables sur les plans idéologique et économique proposées aux jeunes en difficulté ; le renforcement de l'entreprise privée pour favoriser la création d'emplois ; l'élargissement des territoires bénéficiant de services sociaux ; la promotion d'approches du développement durable soucieuses des spécificités locales ; et l'harmonisation des stratégies de développement régional.

- L'amélioration de la cohésion sociale grâce à la réconciliation de communautés en conflit après des relations longues de plusieurs siècles et la promotion du dialogue en tant que fonction de gouvernance peuvent compléter des efforts de paix axés sur la sécurité et le développement économique.
- Des efforts conjoints sont absolument nécessaires pour faire face à la crise. Pour la communauté internationale, ces efforts exigent une meilleure coordination de son appui, en

tenant compte des initiatives nationales et régionales existantes, ainsi que des besoins d'appropriation. De plus, tout appui futur devra faciliter l'implication des populations concernées dans l'analyse du contexte ainsi que dans la définition et la mise en œuvre de programmes locaux liés à la sécurité et au développement. L'identification d'un mécanisme de coordination souple et gérable faciliterait l'harmonisation de multiples stratégies de réponse.

Programme

Séminaire international sur la sécurité et le développement au Sahel-Sahara Niamey, Niger

Vendredi 15 février 2013

- 9 h 00 **Cérémonie d'inauguration**
- Remarques de bienvenue**
M. Dossou Abba, *Secrétaire général, représentant la Gouverneure de la région de Niamey*
M. Najim Elhadj Mohamed, *Secrétaire exécutif de la Stratégie de développement et de sécurité dans les zones sahélo-sahariennes du Niger (SDS Sahel Niger), Président du comité d'organisation*
Dr. Youssef Mahmoud, *Conseiller principal, International Peace Institute*
Ambassadeur Ahmedou Ould Abdallah, *Président, Centre des stratégies pour la sécurité du Sahel Sahara (Centre 4S)*
- 9 h 30 **Discours d'inauguration**
S.E. M. Brigi Rafini, *Premier ministre, Chef du gouvernement, Niger*
- 10 h 00 Photo de groupe et pause-café
- 10 h 30 **Session de travail 1 : la crise actuelle dans la région sahélo-saharienne**
Quelles sont les évolutions récentes en matière de politique et de sécurité dans la région sahélo-saharienne ? Quelles sont les nouvelles dynamiques déclenchées par ces évolutions, y compris entre les différents acteurs étatiques et non étatiques ? Quel est l'impact de ces évolutions sur la situation humanitaire, les droits de l'homme et le développement ? Quelles sont les implications géopolitiques et transnationales de ces évolutions ? Quels sont les scénarios d'évolution possibles ?
- Président**
S.E. M. Amadou Boubacar Cissé, *Ministre d'État, Ministre de la Planification, Niger*
- Intervenants**
S.E. M. Marou Amadou, *Ministre de la Justice, Garde des sceaux, Niger*
M. David Gressly, *Coordinateur régional de l'action humanitaire pour le Sahel, OCHA*
Mme Oumou Sall Seck, *Maire de Goundam (cercle de Tombouctou), Mali*
M. Mehdi Taje, *Expert en géopolitique, Tunisie*
- Discussion**
- 12 h 30 Prière et déjeuner
- 14 h 00 **Discours**
M. Romano Prodi, *Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel, Nations unies*
- Introduction**
Ambassadeur Ahmedou Ould Abdallah, *Président, Centre 4S*

- 15 h 00 **Discussion plénière**
- 16 h 00 **Session de travail 2 : ripostes régionales et internationales**
Étant donné l'analyse du contexte effectué lors des sessions précédentes, quelles doivent être les principales composantes d'une stratégie intégrée, inclusive et bien coordonnée pour le Sahel ? Quels sont les problèmes en matière de mise en œuvre ? Comment peuvent-ils être surmontés ?
- Président**
Ambassadeur Said Djinnit, *Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest*
- Intervenants**
S.E. M. Hans-Peter Schadek, *Chef de la Délégation de l'Union européenne au Niger*
M. Abdelmalek Alaoui, *Président, Global Intelligence Partners, Maroc*
Wolfram Lacher, *Chercheur associé, Institut allemand des affaires internationales et de sécurité*
Dr. Fodé N'diaye, *Coordinateur-résident du système de l'ONU, Niger*
- Discussion**
- 20 h 00 **Dîner**
- Discours**
S.E. M. Brigi Rafini, *Premier ministre, Niger*
- Présentation**
M. Najim Elhadj Mohamed, *Secrétaire exécutif, SDS Sahel Niger*
- Introduction**
Ambassadeur Ahmedou Ould Abdallah, *Président, Centre 4S*

Samedi 16 février 2013

- 9 h 00 **Session de travail 3 : défis liés à la coopération et à la coordination internationales**
Comment les acteurs régionaux et internationaux devraient-ils s'organiser afin d'améliorer les synergies et la coordination dans la formulation et la mise en œuvre de politiques ? De nouveaux mécanismes sont-ils nécessaires pour faire face aux écarts en matière de politiques au fur et à mesure de leur apparition, et quels sont les problèmes de mise en œuvre des stratégies actuelles ou envisagées ?
- Président**
Ambassadeur Kai Eide, *Envoyé spécial pour le Sahel, Norvège*
- Intervenants**
Général Francisco Espinoza, *Chef de la Mission EUCAP Sahel Niger*
Dr. Issa Abdourrahmane Boubacar, *Chef de projet, Organisation internationale de la francophonie (OIF)*
Professeur André Bourgeot, *Collège de France, France*

	Discussion
11 h 00	Pause-café
11 h 30	Discussion plénière
13 h 00	Déjeuner
14 h 15	Discours S.E. M. Pierre Buyoya, <i>Haut représentant pour le Mali et le Sahel, Union africaine</i>
	Introduction Ambassadeur Ahmedou Ould Abdallah, <i>Président, Centre 4S</i>
15 h 00	Session de travail 4 : débat général
	Président S.E. M. Amadou Boubacar Cissé, <i>Ministre d'État, Ministre de la Planification, Niger</i>
	<i>(N.B. : pendant cette session, les participants sont invités à s'inscrire à s'exprimer sur le sujet du séminaire selon la règle de Chatham House)</i>
17 h 00	Présentation et validation du communiqué final
17 h 15	Cérémonie de clôture
	Lecture de la déclaration finale M. Mohamadou Abdoulaye, <i>Directeur de Cabinet, Ministère des Affaires étrangères, Niger</i>
	Remarques de clôture Ambassadeur Ahmedou Ould Abdallah, <i>Président, Centre 4S</i> Dr. Youssef Mahmoud, <i>Conseiller principal, IPI</i> S.E. M. Brigi Rafini, <i>Premier ministre, Niger</i>

L'**International Peace Institute (IPI)** est un centre de recherche international, indépendant et à but non lucratif. L'institut a son siège à New York en face des Nations Unies, ainsi qu'un bureau à Vienne, et son personnel représente plus d'une vingtaine de nationalités différentes. L'IPI a pour vocation d'aider à la prévention et au règlement des conflits à travers le renforcement des institutions internationales multilatérales. Dans ce but, l'institut conduit des activités associant travaux de recherche, analyse stratégique, publications et réunions.



777 United Nations Plaza, New York, NY 10017-3521, USA

TEL +1-212-687-4300 FAX +1-212-983-8246

Freyung 3, 1010 Vienna, Austria

TEL +43-1-533-8881 FAX +43-1-533-8881-11

www.ipinst.org